



Des migrants participent aux tâches ménagères dans un hôpital transformé en centre d'accueil, près d'Elseneur, au Danemark, mardi 12 janvier.

LOUÏOU D'RAÏ
POUR LE MONDE

Le Danemark se raidit sur l'immigration

Libéraux et sociaux-démocrates sont d'accord pour confisquer les biens des réfugiés afin de payer leur séjour

COPENHAGUE - envoyé spécial

Avec son visage poupin et son langage de fer, elle est devenue le symbole du durcissement danois, un pays au système social généreux qui ne cesse depuis les années 2000 de se fermer aux immigrés. Inger Støjberg, 42 ans, populaire ministre de l'intégration opposée à l'immigration, surnommée « le pitbull » par les tabloïds locaux, a défendu sans états d'âme, mercredi 13 janvier, un projet de loi contesté prévoyant un nouveau durcissement du droit d'asile dans un pays où il est déjà restreint. Le texte, qui doit être adopté le 26 janvier, comporte notamment la possibilité pour la police de confisquer les biens des demandeurs d'asile d'une valeur supérieure à 10 000 couronnes (1 340 euros) pour financer leurs aides.

Une disposition qui a choqué et suscité les condamnations de plusieurs organismes internationaux. Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU l'a qualifiée de contraire aux « standards européens et internationaux de protection de droit de l'homme » et susceptible « d'alimenter la peur et la xénophobie ». Mais M^{me} Støjberg est passée outre ces critiques. « Il me semble raisonnable que l'État ne paie pas pour ceux qui peuvent le faire par eux-mêmes », a défendu ce membre de l'aile droite du Parti libéral (Venstre), actuellement au pouvoir grâce au soutien du Parti populaire danois (DF), une formation d'extrême droite.

Selon elle, le même sort est d'ailleurs réservé aux bénéficiaires danois de l'aide sociale. Tout juste a-t-elle concédé avoir légèrement assoupli son projet pour calmer les inquiétudes. Le montant minimum pour les saisies a été relevé de 3 000 (400 euros) à 10 000 couronnes. Et surtout, les biens avec « une valeur sentimentale », comme les alliances, en seront exclus. Cette disposition ini-

tielle avait particulièrement choqué la presse américaine, qui l'avait comparée au sort réservé aux juifs pendant la seconde guerre mondiale.

Moyennant ces quelques concessions, les partis de droite au pouvoir ont même réussi à convaincre les sociaux-démocrates de soutenir leur texte, ce qui garantit son adoption. « Nous avons certes une responsabilité morale d'accueillir les gens dans le besoin, mais notre économie et notre cohésion sont menacées par le nombre de réfugiés », a expliqué leur porte-parole. Notre Etat-providence a des limites. »

« Destination à éviter »

Les autres dispositions très contestées, comme la baisse des allocations des réfugiés de 10 % ou le passage d'un à trois ans du délai imposé pour faire venir sa famille – un droit immédiat pour les réfugiés accueillis en France – ont, elles, été maintenues sans aménagement. Et ce même si, de l'aveu d'un conseiller influent du gouvernement, « elles sont à la frontière de ce que permettent les conventions internationales ». Le premier ministre danois, Lars Løkke Rasmussen, a même officiellement demandé une modification de la convention de Genève de 1951 sur les réfugiés. Une hypothèse irréalisable, mais qui en dit long sur l'état d'esprit du gouvernement danois.

Avec 21 000 demandeurs d'asile accueillis en 2015, le Danemark est pourtant loin d'être aussi débordé que son voisin suédois, où 163 000 migrants sont arrivés durant la même période. Mais l'opinion publique danoise est très favorable à la limitation drastique des arrivées. Mercredi, dans un hémicycle quasiment vide, seuls les partis de la gauche radicale ont protesté. Et si plusieurs élus de Venstre ont aussi fait savoir leur désaccord, ils ont peu de chances d'infléchir la ligne gouvernementale.

« Le gouvernement danois ne se préoccupe que d'une seule chose :

donner aux réfugiés le signal que le Danemark est une destination à éviter. Le gouvernement sait très bien que la plupart des migrants n'ont pas d'argent sur eux et que la confiscation des biens est inapplicable, se désole Andreas Kamm, le secrétaire général du Conseil danois pour les réfugiés. On envoie des notes au gouvernement depuis des années. Mais, honnêtement, elles n'ont jamais rien changé, car au Danemark, vous pouvez perdre l'élection sur les seules questions d'immigration. »

Anti-immigration, eurosceptique, anti-libre circulation, DF dicte depuis plus d'une décennie l'agenda politique sur ces questions, en prônant des mesures toujours plus drastiques. Cette fois-ci, le parti demande, par exemple, la mise en place de camps à la campagne pour les réfugiés afin de les renvoyer plus facilement lorsque la sécurité serait revenue dans leur pays d'origine. Avec 21,1 % des voix lors des législatives de juin 2015, ce parti est le plus puissant du bloc de droite. Son chef, Kristian Thulesen

« Ici, vous pouvez perdre l'élection sur les seules questions d'immigration »

ANDREAS KAMM
Conseil danois pour les réfugiés

Dahl, a préféré rester en dehors du pouvoir pour mieux négocier au cas par cas son soutien au gouvernement actuel, minoritaire. Ce qui permet à DF de dicter la politique gouvernementale sans risquer de perdre des voix en faisant des compromis. Cet équilibre politique existait déjà entre 2001 et 2011 et avait alors conduit à un durcissement de la politique d'immigration danoise, poussant toutes les formations à s'aligner sur ses positions.

Dans les centres de réfugiés danois, les débats au Parlement sont suivis avec prudence. « Bien sûr, c'est un problème qu'ils puissent

prendre les bijoux, mais je pense qu'ils font ça à cause des réfugiés qui ne veulent pas travailler », juge Kawtar Mustafa, une Syrienne de 30 ans hébergée dans un ancien hôpital transformé en centre d'accueil, à Elseneur. Elle a choisi le Danemark avec son mari parce que ce « petit pays avec peu de réfugiés » la rassure. Comme beaucoup des réfugiés présents, elle a aussi déjà de la famille présente au Danemark.

Camp de tentes

Dans les étages, les chambres sont propres et accueillantes. Le centre est qualifié de « Hilton » par les employés de la Croix-Rouge qui y travaillent. Mais la mairie, contrôlée en partie par DF, compte bientôt le fermer et le transformer en centre de bien-être. Les nouveaux demandeurs d'asile sont orientés vers un camp de tentes, la solution privilégiée par le gouvernement, qui veut restreindre les accueils en dur pour bien montrer aux Danois qu'il ne dépense pas trop pour les étrangers.

A Elseneur, comme ailleurs, les conditions sont drastiques. Les réfugiés sont certes nourris et logés, mais touchent seulement entre 100 et 200 couronnes (13 et 26 euros) toutes les deux semaines et uniquement s'ils participent aux tâches ménagères. Pas de quoi payer le ticket de bus à 24 couronnes pour se rendre dans le centre-ville, distant de plus de trente minutes à pied. Une situation qui peut durer pendant des mois, le temps que la demande d'asile soit examinée.

« Franchement, le Danemark, c'est très difficile », lâche Abdulkadir Ali Ahmed, un Somalien arrivé depuis trois ans. Il se retrouve dans un no man's land juridique après avoir vu sa demande d'asile refusée sans toutefois être expulsable vu la situation dans son pays d'origine. « Je ne touche rien, je n'ai pas le droit de travailler et je ne sais pas combien de temps cela peut durer, lâche-t-il. Et comme j'ai laissé mes empreintes digitales ici, je ne peux même pas aller en Suède. » ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

« Il ne faut pas devenir comme la Suède »

C'EST UN DRÔLE DE BALLET qu'ils préféreraient s'éviter. Quand ils arrivent à la gare de l'aéroport de Copenhague, les travailleurs frontaliers qui souhaitent rentrer chez eux en Suède doivent désormais descendre de leur train, s'empresser de rejoindre le quai opposé, passer des contrôles d'identité gérés par des gardes privés de Securitas, puis monter dans un nouveau train qui peut enfin les mener chez eux via le pont de l'Øresund, du nom du détroit qui sépare les deux pays.

Mark Sousa, un Américain résidant en Suède qui se rend régulièrement à Copenhague pour réparer des vélos, estime que ces contrôles « peuvent parfois rajouter plus de trente minutes » à son temps de trajet. D'autant qu'une fois en Suède, il voit souvent la police monter à son tour dans le train pour vérifier toutes les identités. La fréquence des trains a par ailleurs été réduite de moitié. De quoi compliquer la vie

des 8 000 travailleurs frontaliers qui se rendent d'un pays à l'autre tous les jours. Mais aussi celle de certains touristes. Impossible par exemple de faire accepter aux agents Securitas qu'une carte d'identité grecque est valide pour traverser l'Europe.

Sarcasmes et inquiétude

Ces contrôles ont été instaurés le 4 janvier, sur décision du gouvernement suédois, pour stopper les arrivées de migrants dans le pays. Après avoir ouvert ses frontières, la Suède a brutalement fait machine arrière en novembre. Une première depuis les années 1950, quand les pays scandinaves avaient décidé d'abolir ces contrôles dans le cadre de l'Union nordique des passeports, qui a largement précédé l'espace Schengen. Dans la foulée de la décision suédoise, le Danemark a décidé de rétablir les contrôles à sa frontière avec l'Allemagne, mais de manière aléatoire.

Le revirement suédois inquiète les Danois, tout en suscitant des sarcasmes. « Les Suédois ont gardé les portes ouvertes pendant des mois, mais maintenant que les gens sont arrivés, ils disent : allez plutôt chez le voisin », a dénoncé un porte-parole du Parti libéral (Venstre), actuellement au pouvoir. Au Danemark, l'exemple suédois est d'ailleurs sans cesse brandi, surtout pour le critiquer. « Il ne faut pas devenir comme la Suède, qui a accepté trop de monde », n'hésite pas à dire Dan Jørgensen, un député social-démocrate, pourtant du même bord que l'actuel premier ministre suédois.

Le Parti populaire danois (extrême droite) défend désormais les décisions suédoises, après les avoir durement critiquées pendant des mois. « Les contrôles n'ont pas créé le chaos annoncé », a jugé le parti, en appelant le gouvernement danois à appliquer les mêmes avec l'Allemagne. ■

J.-B.C.